

La justice des milices misratis

Ali Mohamed Harous est tawargi.

Il gère la vie quotidienne de plus de 410 familles exilées dans un camp "provisoire" à Janzur, à Tripoli.

A gauche, Tawarga vidée de ses 40 000 habitants. 1690 structures ont été endommagées ou détruites, dont plus de 90 % semblent avoir été incendiées. A droite, le panneau routier annonçant la ville fantôme porte désormais le nom de "Nouvelle Misrata".

MÉLANIE VENGER



MÉLANIE VENGER

Repères

En représailles

Durant la guerre civile, de nombreux Libyens à la peau noire originaires de Tawarga s'enrôlaient dans les forces kadhafistes pour participer au siège de la ville voisine, Misrata, commettant pour certains des viols et des meurtres sur la population locale. En représailles, après l'arrêt des combats mi-2011, certaines milices misratis pillèrent et incendièrent la ville de Tawarga, poussant ses 40 000 habitants à l'exode. Depuis, la bourgade est déserte. Les réfugiés occupent toujours des camps "provisoires", dispersés aux quatre coins de la Libye (à Benghazi, Sabha, Tripoli, etc.), où ils endurent humiliations, viols et tortures. Le gouvernement libyen a chargé un comité de travailler sur le retour des Tawargis mais le détail de sa mission reste très flou. Or, les détentions arbitraires, les enlèvements, les actes de tortures et les meurtres sont toutefois généralisés, systématiques et suffisamment organisés pour constituer des crimes contre l'humanité susceptibles d'être condamnés par le Conseil de sécurité des Nations unies. Le procureur de la Cour pénale internationale a par ailleurs fait savoir que son bureau continuait de récolter des preuves afin d'évaluer s'il convenait d'ouvrir un dossier. Le 22 mars, le Conseil des droits de l'homme a également adopté une nouvelle résolution pressant le Gouvernement libyen d'enquêter sur toutes les violations des droits de l'homme et à garantir aux accusés un procès équitable. En attendant, dans un camp à Janzur (banlieue de Tripoli), nous avons recueilli le témoignage bouleversant d'Ali Mohamed Harous.

Cinquième et dernier volet du projet "Objectif Kadhafi" soutenu par le fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Objectif Kadhafi 5/5

Carnets de route Aurélie Moreau
Envoyée spéciale en Libye

La température dépasse désormais les 42° degrés. A bord d'une guimbarde qui n'autorise aucune forme de confort, y compris la climatisation, nous traversons la ville à ta rencontre. Tu es très grand, ta peau est noire et tu portes une djellaba blanche. Tu t'appelles Ali Mohamed Harous. Bien. Ça devrait suffire. Dehors, s'annonce le désert dont les grains de sable envahissent lentement notre tacot d'infortune.

— "Ce n'est plus très loin", affirme le chauffeur manifestement informé et dont l'amabilité n'a d'égal que le mutisme. Des persécutions subies par ces Libyens ori-

ginaires d'Afrique noire, il en est conscient mais n'en expose rien. Tout du moins pas encore.

— "C'est ici. Attendez-moi dans la voiture."

Qui ne dit mot consent. Suivi de près par notre guide, il s'approche de l'avant-corps. Par-delà le pare-brise se dressent de hautes murailles que le sable a lentement colorées de terre-de-sienne. Des barbelés surplombent les murs au-delà desquels se dessine le bord de mer. Un poste de contrôle militaire barricade l'entrée. Nul signe de vie, hormis une kalachnikov abandonnée par son propriétaire contre la porte.

— "Oh ! Il y a quelqu'un ?"

— "Man howa."

L'homme, petit et trapu saisit son arme. Il dormait. — "Il est censé garder les camps", garantit le chauffeur, embarrassé.

Des révolutionnaires originaires de Benghazi – préoccupés par le sort réservé aux réfugiés – sécurisaient auparavant cette académie navale désaffectée. Depuis leur départ, le nouveau gouvernement libyen a confié la besogne à cet homme, manifestement démunie pour sauvegarder la vie des 410 familles exilées. Il n'oppose d'ailleurs aucune résistance lorsque nous franchissons l'entrée derrière laquelle s'annonce un labyrinthe d'allées silencieuses.

A ta recherche, après avoir toutefois croisé quatre hommes – tous grands, à la peau noire et vêtus d'une djellaba blanche –, le chauffeur interroge les passants à l'ombre des promenoirs.

Nous atteignons la Méditerranée : te voilà enfin, les bras déployés, les paumes vers le ciel.

— "Bienvenue."

Derrière ton sourire bienveillant se devine pourtant une colère patente. Quatre jours plus tôt, des révolutionnaires armés originaires de Misrata ont à nouveau passé les murs de cette enceinte. Ils ont réuni huit hommes, les ont interrogés, dénudés, attachés. Ils ont confisqué leurs papiers (ainsi que les véhicules du camp) et les ont finalement emmenés dans un centre de détention tenu secret. Dieu seul sait où. Depuis la fin de la guerre civile, 1300 Tawargis comme eux ont disparu. Certains sont morts sur la route de l'exil, d'autres ont été enlevés et tu ne les as jamais revus. "Je ne me fais aucune illusion." Pas plus que cette nuit qui précédait le 11 août 2011 où 40 000 de tes compatriotes fuirent précipitamment la ville de Tawarga, pieds nus vers le désert, pour parcourir 70 km jusqu'à Icha.

"Combien d'enfants et de vieillards ai-je dû abandonner dans le désert ? Je ne veux pas oublier car c'est à travers moi qu'ils continuent à vivre et peuvent témoigner. Pas plus que je n'oublierai ceux qui sont morts sur la route, ceux qui n'ont pas voulu prendre le risque de traverser le désert pour éviter la vengeance des Misratis et qui sont morts, abattus comme des rats."

Les milices ont également poursuivi les Tawargis jusqu'à l'extrême sud de la Libye. Cette histoire, ce

n'est pas toi qui la racontes mais Hakim Mazeb Saadi. Ce révolutionnaire combattait les forces kadhafistes dans le désert quand il aperçut les milices misratis, dirigées par Salem Jaha, tirer dans les genoux d'un enfant originaire de Tawarga. Ce dernier tentait de rejoindre Sabha, au sud de Tripoli. "Ma katiba (milice, NdR) a désormais la responsabilité d'empêcher Jaha de continuer. C'est le gouvernement qui nous l'a demandé et nous l'arrêterons quoi qu'il arrive."

Son apparente sincérité n'a d'égal que la difficulté de la tâche qui l'attend car, en Libye, Salem Jaha est un héros. Durant la révolution, au bout de plusieurs mois de siège qui coûta la vie à des milliers de Misratis, cet ancien officier haut grade de l'armée parvint à repousser les forces kadhafistes. Cette bataille-clé permit par ailleurs aux révolutionnaires d'atteindre Tripoli. Désormais, les milices de Misrata – qui ont capturé et exécuté Kadhafi – contrôlent à elles seules plus de la moitié des armes lourdes du pays, dont 820 tanks. Elles se sont rendues coupables de nombreuses exactions à l'encontre de pro-Kadhafi à Sirte où une soixantaine de partisans au régime furent exécutés. Leurs prisons et centres de détention secrets – où des cas de torture ont été découverts – sont à ce jour peuplés de plus de 2 500 prisonniers détenus en toute illégalité.

En attendant, ici, à Janzur, personne ne sort, au risque de ne jamais revenir. Un camion apporte les vivres et l'eau potable. Seuls quelques entrepreneurs originaires de Tripoli sont autorisés à entrer. A bord de leur camionnette, ils emmènent cette main-d'œuvre gratuite et providentielle – dont ils ont confisqué les papiers – pour reconstruire les rues de la capitale.

— "Combien sont-ils à n'avoir jamais reçu leur paye ?"

— "Des dizaines", répondent ces seize femmes qui vivent dans cette chambre de quelques mètres carrés et dont les conditions d'insalubrité et de promiscuité sont telles que de nombreuses organisations ont déjà signalé des risques élevés d'épidémies.

Cette histoire, c'est à ton tour de la raconter. Toutefois, tu préfères te diriger vers cette école improvisée dont les murs, placardés de dessins d'enfants, illustrent des scènes de guerre au milieu des palmiers, des soleils et des maisons.

Le regard du chauffeur révèle alors une rage aussi soudaine qu'inattendue. Il feuillette les rapports médiatiques.

— "Combien de femmes comme elles ont dû subir ceci ?", s'emporte-t-il.

Dans un fascicule, une jeune fille de 17 ans torturée et manifestement violée, le regard hagard, dresse sa poitrine amputée et calcinée à l'attention du photographe qui immortalise alors sa douleur et son humiliation.

— "Beaucoup trop", réponds-tu.

Direction Misrata

Le lendemain, après plusieurs heures de route – et d'innombrables check point, vérifications de passeports et interrogatoires multiples –, nous atteignons et dépassons enfin le dernier poste de contrôle militaire, à l'entrée de Tawarga. Jadis inscrit en toutes lettres sur les panneaux routiers, le nom de la ville est aujourd'hui effacé, biffé d'un trait noir tenu. De la ville fantôme ne demeure que des squelettes de voitures calcinées, d'écoles criblées de balles, de maisons consumées par les incendies. Des montagnes de sable condamnent les divers accès à l'agglomération où veillent d'innombrables patrouilles misratis.

L'analyse des images satellites publiées par l'ONG Human Rights Watch confirme nos observations. Elles permettent d'identifier 1 690 structures endommagées ou détruites, dont plus de 90 % semblent avoir été incendiées, vraisemblablement dans le but d'empêcher les habitants de Tawarga de rentrer chez eux.

Par mesure de précautions, nous roulons jusqu'au prochain poste de contrôle, établi à la sortie de la ville. Prévenu de notre arrivée, le responsable minutieusement parcouru.

Le soir, nous rebroussons chemin – non sans voler quelques clichés de la ville fantôme – jusqu'à Misrata. Au siège regroupant les milices de la ville, nous demandons le colonel Jaha. Ses bureaux – ossus – sont établis dans une ancienne résidence de bord de mer jadis occupée par une société brésilienne.

Les questions de politesse expédiées, il s'agit enfin d'aborder les enlèvements systématiques commis à Tripoli.

— "Qui vous a dit ça ?", demande-t-il fermement.

— "Une femme."

— "Laquelle ?"

— "Je ne la connais pas."

— "Où ?"

— "Pardonnez-moi d'insister, mais vos milices kidnappent-elles, oui ou non, des hommes et des adolescents dans les camps de réfugiés ?"

Le colonel mürît sa réponse. "Ils mentent pour les médias internationaux", reprend-il. "S'il y a quelqu'un de Tawarga dont on a le nom et dont on pense qu'il a tué ou violé une femme à Misrata durant la guerre, on va le chercher, aujourd'hui, demain ou dans mille ans. C'est un sujet qu'on ne va pas laisser passer. Les gens normaux, on ne les cherche pas. Quand on est arrivé à Tawarga, il n'y avait personne, c'était vide. Et même si on avait trouvé des familles, on ne les aurait pas tuées. Ce n'est pas Misrata qui a obligé ces gens à partir. S'ils savaient qu'ils n'avaient rien fait de grave, ils seraient restés."

→ (*) "C'est qui ?" (dialecte libyen).